



SECRETARIAT

AS/Jur (2012) CB 09 rév.
14 décembre 2012

Aux Membres de la Commission des questions juridiques et des droits de l'homme

Carnet de bord de la réunion tenue à Paris le 11 décembre 2012

La commission des questions juridiques et des droits de l'homme, réunie à Paris le 11 décembre 2012 sous la présidence de M. Christopher Chope (*Royaume-Uni, GDE*), en ce qui concerne :

- **Renforcer les procédures de sélection des experts des principaux mécanismes de suivi des droits de l'homme du Conseil de l'Europe** (*Rapporteur: M. Boriss Cilevičs, Lettonie, SOC*): a examiné un projet de rapport et a adopté à l'unanimité un projet de résolution et un projet de recommandation et a décidé de changer le titre « *Renforcer les procédures de sélection des experts des mécanismes de suivi du Conseil de l'Europe* » pour le titre ci-dessus ;
- **Examen des Conventions du Conseil de l'Europe – Rapport du Secrétaire Général**: a tenu un échange de vues avec l'Ambassadeur Charles-Edouard Held, Représentant Permanent de la Suisse auprès du Conseil de l'Europe, Président du Groupe de rapporteurs sur la coopération juridique des délégués des Ministres (GR-J) ;
- **Mesures visant à prévenir l'utilisation abusive de la Convention sur le transfèrement des personnes condamnées (STE n° 112)** (*Rapporteur: M. Renato Farina, Italie, PPE/CD*) : a tenu un échange de vues avec Mme Anita van de Kar-Bachelet, Secrétaire du Comité d'experts sur le fonctionnement des conventions européennes sur la coopération dans le domaine pénal (PC-OC) du Conseil de l'Europe, et a décidé de nommer un représentant de la commission pour prendre part à la réunion du PC-OC en novembre 2013 quand ce sujet sera à l'ordre du jour du PC-OC (décision à prendre par le Président, sous réserve de la disponibilité de fonds) ;
- **La participation d'Etats non membres aux conventions du Conseil de l'Europe** (*Rapporteur: M. Rafael Huseynov, Azerbaïdjan, ADLE*) : a tenu une audition avec la participation de :

M. Guy de Vel, ancien Directeur général des Questions juridiques, Conseil de l'Europe
M. Rolf Einar Fife, Directeur général, Département des questions juridiques, Ministère des affaires étrangères, Norvège
- **L'efficacité de la Convention européenne des droits de l'homme : la Déclaration de Brighton et au-delà** (*Rapporteur: M. Yves Pozzo di Borgo, France, PPE/DC*) : a examiné une note de fond établie par le Secrétariat sur les instructions du rapporteur et a décidé de changer le titre « *L'avenir de la Cour européenne des droits de l'homme et la Déclaration de Brighton* » pour le titre ci-dessus ;

– **Questions diverses**

- *Demande à la Commission de Venise concernant la compatibilité de certaines lois avec les principes du Conseil de l'Europe*: a accepté la demande de Mme Marieluise Beck (Allemagne, ADLE), rapporteure pour « *Menaces contre la prééminence du droit dans les Etats membres du Conseil de l'Europe - affirmer l'autorité de l'Assemblée parlementaire* » et de M. György Frunda (Roumanie, PPE/DC), rapporteur pour « *Renforcement de la protection et du rôle des défenseurs des droits de l'homme dans les Etats membres du Conseil de l'Europe* » de saisir la Commission de Venise pour un avis sur deux récentes lois russes : la loi relative aux associations à but non lucratif, adoptée le 13 juillet 2012, qui oblige les collaborateurs des ONG recevant des subventions de l'étranger à se faire enregistrer comme « agents étrangers » et la loi relative à la trahison et à l'espionnage, en date du 23 octobre 2012, qui élargit le champ d'application des dispositions pénales relatives à la « trahison » ;
- *Suite à la décision de fusionner les deux renvois sur « Convention européenne sur la nationalité » et « L'accès à la nationalité »* (Rapporteur : M. Boriss Cilevičs, Lettonie, SOC), la commission a choisi un nouveau titre pour le rapport conjoint, à savoir « *L'accès à la nationalité et la mise en œuvre effective de la Convention européenne sur la nationalité* » ;
- *Sécurité nationale et accès à l'information* (Rapporteur : M. Arcadio Díaz Tejera, Espagne, SOC) : a accepté la demande du rapporteur de demander au Bureau une prolongation de la date limite de ce renvoi au 30 juin 2013 afin d'inclure dans le rapport de nouvelles informations attendues de la Commission de Venise sur cette question ;
- *Audition sur « La corruption : une menace pour la prééminence du droit »* : a accepté la demande de Mme Mailis Reps, rapporteure (Estonie, ADLE) d'inviter des experts à l'audition sur ce sujet le 19 mars 2013 ;
- A accepté une proposition du Président de la délégation italienne, M. Luigi Vitali (PPE/DC), à savoir que la Ministre de la Justice italienne, Mme Paola Severino, soit invitée à prendre la parole pendant le débat sur « Assurer la viabilité de la Cour de Strasbourg : les insuffisances structurelles dans les Etats Parties » (Rapporteur : M. Serhii Kivalov, Ukraine, GDE) pendant la partie de session de janvier 2013 ; a autorisé M. Vitali, à sa demande, à faire circuler un questionnaire concernant son mandat en tant que rapporteur sur « Promouvoir les droits de l'homme des détenus dans les Etats membres du Conseil de l'Europe ».

– **La promotion d'alternatives à l'emprisonnement** (Rapporteur: Mme Nataša Vučković, Serbie, SOC) : a tenu une audition avec la participation de :

Dr Jovan Ćirić, Directeur de l'Institut de droit comparé, Belgrade, Serbie
Professeur Dr Marcelo Aebi, Vice-directeur, Ecole des sciences criminelles, Université de Lausanne, Suisse

et a autorisé une visite d'information au Royaume-Uni.

– **Nomination de rapporteurs**

- i. *Détention administrative* : a nommé M. Roman Jakić, (Slovénie, ADLE) ;
- ii. *Nécessité de renforcer l'indépendance de la Cour européenne des droits de l'homme* : a nommé M. Boriss Cilevičs, (Lettonie, SOC) ;
- iii. *Le droit d'accès à l'internet (avis)*: a nommé M. Jordi Xuclà (Espagne, ADLE);

– **Sécurité nationale et accès à l'information** (Rapporteur : Mr Arcadio Díaz Tejera, Espagne, SOC) : a tenu une audition avec la participation de :

Lord Alexander Carlile, Chambre des Lords, avocat, ancien assesseur indépendant de la législation contre le terrorisme, Londres (via une liaison vidéo en direct)
Mme Sandra Coliver, avocate, Liberté d'Information et d'Expression, Open Society Justice Initiative, New York
Mme Susana Sánchez Ferro, Professeur de droit constitutionnel, Université Autonome de Madrid

- **Prochaines réunions** : a confirmé la réunion qui se tiendra à Paris le 19 mars 2013.

Commission plénière :

- Strasbourg, pendant la 1^{ère} partie de session de l'Assemblée de 2013 (21-25 janvier 2013)
- Paris, 19 mars 2013 (Bureau du Conseil de l'Europe)
- Strasbourg, pendant la 2^{ème} partie de session de l'Assemblée de 2013 (22-26 avril 2013)
- Paris, 28 mai 2013 (Bureau du Conseil de l'Europe), à confirmer
- Strasbourg, pendant la 3^{ème} partie de session de l'Assemblée de 2013 (24-28 juin 2013)
- Paris, 4 septembre 2013 (Bureau du Conseil de l'Europe), à confirmer
- Strasbourg, pendant la 4^{ème} partie de session de l'Assemblée de 2013 (30 septembre – 4 octobre 2013)
- Paris, 6 novembre 2013 (Bureau du Conseil de l'Europe), à confirmer
- Paris, 12 décembre 2013 (Bureau du Conseil de l'Europe), à confirmer

Andrew Drzemczewski, Günter Schirmer, Agnieszka Szklanna

- cc. Secrétaire Général de l'Assemblée parlementaire
Directeur Général, Directeurs et agents du Secrétariat de l'Assemblée parlementaire
Secrétaires des délégations nationales et des groupes politiques de l'Assemblée
Secrétaires des délégations d'observateurs et de partenaires pour la démocratie
Secrétaire Général du Congrès
Secrétaire du Comité des Ministres
Directeurs Généraux
Directeur de Cabinet du Secrétaire Général du Conseil de l'Europe
Directeur du bureau du Commissaire aux droits de l'homme
Directeur de la Communication
Représentations Permanentes auprès du Conseil de l'Europe